

Unité Départementale Hérault  
520 Allée Henri II de Montmorency  
CS 69007  
CEDEX 02  
34064 Montpellier

Montpellier, le 11/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/04/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Ville d'AGDE**

Site de la station d'épuration communale, Chemin de Guiraudette  
Parcelles n 10 et 11 section LW  
34300 Agde

Références : H2-2025-049  
Code AIOT : 0006603927

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2026 dans l'établissement Ville d'AGDE implanté Site de la station d'épuration communale Parcelles 10 et 11 - Section LW 34300 Agde. L'inspection a été annoncée le 13/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a été menée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement. Elle visait principalement à vérifier la situation administrative du site et prendre connaissance des installations exploitées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Ville d'AGDE
- Site de la station d'épuration communale Parcelles 10 et 11 - Section LW 34300 Agde
- Code AIOT : 0006603927
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La station d'épuration de la commune d'Agde est en activité depuis 2013. Le site est exploité par la société Suez par délégation de service public de l'Agglomération Hérault Méditerranée. La DSP est renouvelée le 3 juillet 2026 pour une période de 15 ans.

L'encadrement réglementaire de l'exploitation du site est assuré par l'arrêté préfectoral n°DREAL/DMMC-34-2022-007 du 03 octobre 2022 portant renouvellement de l'autorisation environnementale. L'autorisation est délivrée jusqu'au 31 décembre 2042.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Légionelles / prévention légionellose

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                           | Référence réglementaire                                   | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 1  | Situation administrative                    | Arrêté Préfectoral du 03/10/2022                          | Demande de justificatif à l'exploitant   | 2 mois                |
| 2  | Modification des conditions d'exploitation  | Arrêté Préfectoral du 03/10/2022, article 2.1             | Demande d'action corrective  | 3 mois                |
| 3  | Cessation d'activité traitement des déchets | Code de l'environnement du 20/04/2026, article R.512-39-1 | Mise en demeure, respect de prescription   | 3 mois                |
| 4  | Cessation d'activité TAR                    | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 1.7  | Mise en demeure, respect de prescription   | 1 mois                |
| 5  | Remise en état en fin d'exploitation TAR    | Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 9    | Mise en demeure, respect de prescription   | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle     | Référence réglementaire                       | Autre information |
|----|-----------------------|---|-------------------|
| 6  | Exutoires des déchets | Arrêté Préfectoral du 03/10/2022, article 4.2 | Sans objet        |

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 21 avril 2026 a mis en évidence que les conditions de traitement des boues issues de l'assainissement des eaux ont été modifiées depuis 2022. Dans ce contexte, l'installation de séchage de boues et les équipements associés ont été arrêtés. Les dispositions réglementaires applicables en cas de cessation d'activités d'installations classées n'ont pas été respectées. Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure joint au présent rapport est proposé à Madame la Préfète afin d'encadrer la cessation partielle d'activité du site.

De plus, un dossier de porter à la connaissance de Madame la Préfète de l'Hérault intégrant le projet de mise en œuvre d'un méthaniseur devra être transmis.

Par ailleurs, les précisions suivantes devront être apportées :

- l'historique de fonctionnement de la tour aéroréfrigérante soumise à déclaration inventoriée dans l'arrêté préfectoral ;
- le descriptif de fonctionnement du groupe froid et le détail des fluides qu'il comporte ainsi que l'analyse de la conformité de l'équipement aux exigences des articles R. 543-75 et suivants du code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/10/2022   |   |
|--|---|
| Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative  |   |
| <b>Prescription contrôlée :</b>  |   |
| Actuellement encadré par l'arrêté préfectoral d'autorisation n°DMMC-34-2022-007 du 3 octobre 2022, les installations du site sont visées par la nomenclature des installations classées selon les rubriques suivantes :  |   |
| <b>2791-1 (A)</b><br>Installation de traitement de déchets non dangereux [...]<br>La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10 t/j  | <ul style="list-style-type: none"><li>• Installation de séchage de boues : 24 t/j</li></ul> |
| <b>2921-1b (DC) -&gt; (D)</b><br>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle [...]<br><ul style="list-style-type: none"><li>• Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, la puissance</li></ul> | <ul style="list-style-type: none"><li>• TAR, puissance inférieure 2000 kW</li></ul>         |

|  |  |
|--|--|
| mécanique ou naturelle, la puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW  |  |
| <b>2716-2 (DC) -&gt; (D)</b><br>Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes [...] Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup> | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Silo de stockage des boues avant séchage, d'un volume de 200 m<sup>3</sup></li> </ul> |

### Constats :

Le sécheur thermique est à l'arrêt depuis 2022. L'exploitant justifie cet arrêt par la hausse des coûts de l'énergie. Un démantèlement de l'installation est envisagé afin de réaffecter le bâtiment à l'implantation d'équipements liés au futur projet de méthaniseur.

Il convient de noter que la note d'explication de la nomenclature ICPE (installations de gestion et de traitement de déchets) du 27 avril 2022 précise à la page 64 que la rubrique 2781 concerne les installations de méthanisation de déchets non dangereux et de matière végétale brute. Toutefois, sont exclues les installations de méthanisation implantées au sein d'une station de traitement des eaux urbaines (STEU), ce procédé étant alors considéré comme intégré aux dispositifs d'épuration. Cette approche s'étend aux matières résiduelles issues du traitement des eaux reçues en station. L'encadrement réglementaire de ces activités est alors assuré par l'arrêté préfectoral pris en application de l'article L. 214-2 du code de l'environnement.

De plus, il a été constaté que les traitements des boues, actuellement mis en œuvre sur le site, sont les suivants :

- les boues issues des traitements physico-chimiques sont épaissies au moyen de herse verticales puis déshydratées par centrifugation,

- les boues issues des traitements biologiques sont épaissies via une table d'égouttage puis déshydratées par centrifugation. Elles sont ensuite stockées dans un silo de 200 m<sup>3</sup>.

L'ensemble des boues sont ensuite évacuées par bennes vers des plates-formes de compostage.

Concernant ces traitements et le stockage de ces boues, la note précitée apporte les précisions suivantes :

- à la page 71, les installations concernées par la rubrique 2791 de la nomenclature des ICPE sont notamment " *Les installations de traitement autres que les traitements biologiques des matières de vidange et, plus largement, les installations de traitement des déchets d'assainissement non dangereux, dès lors que ces installations ne relèvent pas des dispositions de l'article L. 214-1 du code de l'environnement ou que le procédé mis en œuvre ne consiste pas uniquement en une filtration, une décantation naturelle ou une centrifugation. Dans ce dernier cas, un classement sous la rubrique 2716 doit être privilégié* " ;

- à la page 37 " *Les installations de transit de matières de vidange, déchets d'assainissement, dans la mesure où ces matières ne sont pas des déchets dangereux, relèvent de la rubrique 2716. Néanmoins, si une telle installation met en œuvre un procédé de traitement de ces matières autre qu'une simple décantation ou centrifugation et hors du cas des stations de traitement autorisées à*

**recevoir ces déchets au titre de la loi sur l'eau, un classement sous la rubrique 2791 est requis.....".**

De plus, l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif définit une station de traitement des eaux usées comme étant "une installation assurant le traitement des eaux usées. Elle se compose des ouvrages de traitement des eaux usées et des boues, du déversoir en tête de station et d'éventuels ouvrages de dérivation en cours de traitement".

Concernant la tour aéroréfrigérante (TAR), l'exploitant n'a pas identifié ce type d'équipement sur le site or par courrier du 16 février 2017, M. le Préfet de l'Hérault a confirmé à l'exploitant que le système de refroidissement mis en place est bien répertorié sous la rubrique 2921. L'arrêté préfectoral du 03 octobre 2022 confirme le maintien de cet équipement sur le site.

Le contrôle a par ailleurs permis de constater la présence d'un groupe froid de type 30RBS/30RQS (groupe à condensation par air). Cet équipement contient des gaz à effet de serre fluorés et n'est pas soumis à la rubrique 2921 (TAR) mais relève de la réglementation sur les fluides frigorigènes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit apporter des précisions sur :

- l'historique de fonctionnement de la tour aéroréfrigérante soumise à déclaration inventoriée dans l'arrêté préfectoral ;
- le descriptif de fonctionnement du groupe froid et le détail des fluides qu'il comporte ainsi que l'analyse de la conformité de l'équipement aux exigences des articles R.543-75 et suivants du code de l'environnement.

Les conditions de mise à jour de la situation administrative du site sont précisées dans les fiches de constats suivantes.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : Modification des conditions d'exploitation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/10/2022, article 2.1

**Thème(s) :** Autre, Porter à connaissance

**Prescription contrôlée :**

[...]

Conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, toute modification notable des caractéristiques de l'installation doit être portée à connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le maître d'ouvrage avec tous les éléments d'appréciation.

**Constats :**

Comme indiqué dans la fiche de constat n°1, une modification des conditions de traitement des boues est constatée. L'exploitant envisage également la mise en place d'un méthaniseur. À ce titre, il devra déposer un dossier de porter à connaissance (PAC) au titre de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit fournir un dossier de porter à connaissance. Outre les éléments précisés à l'article R. 181-46 du code de l'environnement, le dossier comporte notamment les documents suivants :

- le descriptif détaillé de la nouvelle filière de traitement ;
- l'évaluation des impacts et des dangers supplémentaires apportés par les modifications ;
- le descriptif technique détaillé du méthaniseur ;
- la justification que le méthaniseur traite exclusivement des boues de la STEU (ou matières résiduelles associées) pour justifier le maintien sous le régime "Loi sur l'eau" (L. 214-2) et l'exclusion de la rubrique ICPE 2781 ;
- la démonstration de la maîtrise des risques (explosion/incendie liés au méthane) et la conformité des équipements (soupapes, torchères, détection de gaz) ;
- un tableau récapitulatif des rubriques IOTA et ICPE après modification.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 3 : Cessation d'activité traitement des déchets**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 20/04/2026, article R.512-39-1

**Thème(s) :** Situation administrative, Notification de cessation et attestation de sécurité

**Prescription contrôlée :**

I.-Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations mentionnées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.

II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.

IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.

Extrait article R.512-39

*Lorsque l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement arrête définitivement, au sens de l'article R. 512-75-1, une ou plusieurs installations d'un même site dont au moins une installation est soumise à autorisation et que les terrains concernés ne sont pas libérés, l'exploitant a la possibilité de différer sur demande expresse et justifiée la réhabilitation, telle que définie à l'article R. 512-75-1, ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de*

*l'usage futur prévues à l'article R. 512-39-2. Dans ce cas, l'exploitant notifie au préfet son intention de reporter la réhabilitation ainsi que, le cas échéant, les opérations de détermination de l'usage futur, et le calendrier associé.*

**Constats :**

Le sécheur de boues est à l'arrêt depuis 2022. L'exploitant n'a pas procédé à la notification réglementaire en amont.

L'attestation relative à la mise en sécurité du site, rédigée par un organisme certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine n'est pas disponible.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit notifier l'arrêt des activités du sécheur à Madame la Préfète. Une attestation de mise en sécurité conforme à l'article pré-cité est jointe à cette notification.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Cessation d'activité TAR**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I -1.7

**Thème(s) :** Autre, Cessation d'activité (Rubrique n° 2921)

**Prescription contrôlée :**

**1.7. Cessation d'activité**

Lorsqu'une installation cesse l'activité au titre de laquelle elle était déclarée, son exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant l'arrêt définitif. La notification de l'exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

**Constats :**

L'arrêt de l'installation de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air n'a pas été notifié.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant notifie au Préfet l'arrêt de l'installation et précise les mesures de remise en état prévues ou réalisées.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 1 mois

**N° 5 : Remise en état en fin d'exploitation TAR**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article Annexe I - 9



|   |
|---|
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Remise en état en fin d'exploitation   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><p>Outre les dispositions prévues au point 1.7, l'exploitant remet en état le site de sorte qu'il ne s'y manifeste plus aucun danger et inconvénient. En particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• vidange et nettoyage complets de l'installation ;</li> <li>• tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;</li> <li>• les cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion sont vidées, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles sont si possible enlevées, sinon elles sont neutralisées par remplissage avec un solide inerte. Le produit utilisé pour la neutralisation recouvre toute la surface de la paroi interne et possède une résistance à terme suffisante pour empêcher l'affaissement du sol en surface.</li> </ul> |
| <b>Constats :</b><br><br><p>Les installations de refroidissement par dispersion d'air identifiées comme étant une tour aéroréfrigérante par l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2022 ne fonctionnent plus depuis l'arrêt du sécheur. L'exploitant n'a pas pu justifier le nettoyage, la vidange, l'évacuation des produits dangereux et le nettoyage et le dégazage des cuves ayant contenu des produits susceptibles de polluer les eaux ou de provoquer un incendie ou une explosion.</p>   |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br><br><p>L'exploitant doit justifier de la remise en état et de la mise en sécurité des installations de refroidissement par dispersion d'air.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois   |

#### N° 6 : Exutoires des déchets

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/10/2022, article 4.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Autre, Gestion des sous-produits   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><p>Les sous-produits, autres que les boues font l'objet des destinations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les refus de dégrillage sont compactés et évacués vers une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ;</li> <li>• les sables sont extraits, puis traités par un "classificateur à sables", avant d'être envoyés vers une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ;</li> </ul> <p>[...]</p> <p>Les documents justificatifs correspondants sont tenus à la disposition du service chargé de la police de l'eau sur le site de la station.</p> |

**Constats :**

Les sables et les refus de dégrillage sont évacués vers l'ISDND de Narbonne. En 2025, 55,28 t de sables et 90,2 t de refus de dégrillage ont été produits.

Concernant les boues, les plates-formes de compostage accueillant ces déchets sont principalement les suivantes :

- Valtera à Labécède-Lauragais dans l'Aude ;
- Alliance environnement à Gailhan dans le Gard et Monteils dans l'Hérault ;
- Compost environnement à Lunas dans l'Hérault.

L'exploitant dispose d'un registre informatique de suivi des déchets et de suivi des autorisations et déclarations préfectorales des exutoires.

**Type de suites proposées :** Sans suite